

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN MARS 2015

JUIN2015

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministre déléguée

Mme Marie Julie BILOGHE

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :


Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2015.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN MARS 2015	8
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	8
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	9
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER TRIMESTRE 2015	10
II.LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN MARS 2015	10
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2015	10
II.2.LE PETROLE	12
II.3.LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE.....	12
II.4. LES MINES	13
<i>II.4.1.le manganèse</i>	<i>13</i>
<i>II.4.2.l'or.....</i>	<i>13</i>
II.5.L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	13
<i>II.5.1.Le caoutchouc naturel</i>	<i>13</i>
<i>II.5.2.L'élevage.....</i>	<i>14</i>
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES.....	14
<i>II.6.1. la production meunière et avicole</i>	<i>14</i>
<i>II.6.2 Les huiles et corps gras</i>	<i>15</i>
<i>II.6.3Le sucre</i>	<i>16</i>
<i>II.6.4.Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	<i>16</i>
<i>II.6.5L'eau minérale</i>	<i>17</i>
<i>II.6.6Le tabac.....</i>	<i>17</i>
II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS	18
<i>II.7.1Le sciage</i>	<i>18</i>
<i>II.7.2Le déroulage</i>	<i>18</i>
II.8.LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	19
<i>II.8.1 La chimie</i>	<i>19</i>
<i>II.8.2 Les matériaux de construction.....</i>	<i>21</i>
<i>II.8.3 La seconde transformation des métaux.....</i>	<i>21</i>
II.9.LE RAFFINAGE.....	22
II.10.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE ..	23
II.10.1. L'électricité	23
II.10.2. L'eau.....	24
II.11.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	24
II.12.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	25
<i>II.12.1. Le transport aérien</i>	<i>25</i>
<i>II.12.2. Le transport ferroviaire</i>	<i>26</i>
II.13. LES TELECOMMUNICATIONS	26

II.14.LE COMMERCE	27
<i>II.14.1. Le commerce général structuré</i>	27
<i>II.14.2. Le commerce des véhicules neufs</i>	27
<i>II.14.3. Le commerce des produits pétroliers</i>	27
<i>II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	28
II.15.LES SERVICES	28
<i>II.15.1. Les services rendus aux entreprises</i>	28
<i>II.15.2. Les services rendus aux particuliers</i>	28
<i>II.15.3. Les services immobiliers</i>	29
<i>II.15.4. Les services de réparation mécanique</i>	29
II.16.L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	29
II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	30
<i>II.17.1 La situation du bilan</i>	30
<i>II.17.2 Les opérations avec la clientèle</i>	30
<i>II.17.3.Les crédits distribués</i>	31
II.18.LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	32
<i>II.18.1.La configuration du secteur</i>	32
<i>II.18.2.La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	32
<i>II.18.3.Les Capitaux propres et intermédiation financière</i>	32
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE	33
<i>II.19.1.La Branche Non Vie</i>	33
<i>II.19.2.La Branche Vie</i>	34
<i>II.19.3. les Sinistres réglés</i>	35
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2015	37
III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION	37
III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES	38
<i>III.2.1.L'emploi dans le secteur public</i>	38
<i>III.2.2 La répartition de l'emploi public à fin mars 2015</i>	38
<i>III.2.3.Les salaires</i>	39
III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR	40
<i>III 3.1. L'évolution des exportations en valeur</i>	40
<i>III.3.2 L'évolution des importations en valeur</i>	41
III.4.LA DETTE PUBLIQUE	42
<i>III.4.1 l'évolution du règlement de la dette</i>	42
<i>III.4.2 l'évolution des arriérés</i>	43
<i>III.4.3 l'évolution des tirages sur financements</i>	43
<i>III.4.4 l'évolution du stock de la dette publique</i>	44
III.5 LE BUDGET DE L'ETAT AU PREMIER TRIMESTRE 2015	45
<i>III.5.1 les recettes</i>	45

<i>III.5.2 les dépenses</i>	46
Les dépenses de fonctionnement	46
Les dépenses d'investissement	46
III.6 LA SITUATION MONETAIRE	46
<i>III.6.1 les principaux agrégats monétaires</i>	47
<i>La masse monétaire (M2)</i>	47
<i>Les ressources extra-monétaires</i>	47
<i>III.6.2.les contreparties de la masse monétaire</i>	47
<i>Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	47
<i>Le crédit intérieur</i>	48
<i>Les créances sur l'économie</i>	48
III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE	49
<i>III.7.1 l'action sur la liquidité bancaire</i>	49
<i>III.7.2 la politique des taux d'intérêt</i>	49
<i>III.7.3 la politique des réserves obligatoires</i>	49
CONCLUSION	50

RESUME EXECUTIF

L'analyse des performances sectorielles de l'économie gabonaise au terme du premier trimestre 2015 révèle globalement une baisse d'activité consécutive aux contre-performances dans les secteurs secondaire et tertiaire, malgré de bons résultats dans le secteur primaire.

Dans le **secteur primaire**, on note une progression du volume de production dans le pétrole (+9,1%), le gaz naturel (+13,4%), le manganèse (+18,2), l'or (31%) et le caoutchouc naturel, malgré le repli du cheptel de l'élevage lié au recul des naissances.

Dans le **secteur secondaire**, la majorité des branches est en retrait, à l'exception des eaux minérales, des matériaux de construction et de l'eau (+19,3%) et électricité (+9,1%). En effet, compte tenu du ralentissement du rythme sur certains chantiers et des retards de règlement, les BTP enregistrent une baisse de 10,5% de production liée aux contreperformances du bâtiment et génie civil, malgré la hausse de la ligne « eau, électricité et téléphone ». Les autres industries de transformation sont en recul, en dehors des matériaux de construction qui croissent, en raison de l'augmentation de 12,3% de la production de ciment.

De même, **dans le secteur tertiaire**, l'essentiel des branches s'inscrit en baisse, à l'exception du transport ferroviaire (qui profite de l'embellie des mines), des télécommunications et des services aux particuliers et services immobiliers. Tous les segments du commerce enregistrent des baisses.

La balance commerciale affiche un solde excédentaire de 386,5 milliards de FCFA, en diminution de 35,8% par rapport au premier trimestre à 2014. Cette évolution résulte de la baisse des exportations (-14,5%) liée à la chute des cours du pétrole et d'un alourdissement de la facture des importations (+14,5) tirée par les biens d'équipement.

L'inflation est en net recul à -0,2% contre +6,2% au premier trimestre 2014, suite au recul des prix des produits alimentaires, du logement eau et électricité, des meubles, des articles de ménage et des transports.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN MARS 2015

L'économie mondiale a évolué faiblement sur les trois premiers mois de l'année 2015, comparativement à la même période un an plus tôt. Les perspectives économiques mondiales demeurent influencées par les performances des pays avancés. Ainsi, aux Etats-Unis l'activité économique a décéléré tandis que la zone euro et le Royaume-Uni s'affichent comme les moteurs de la croissance.

Par ailleurs, l'évolution économique dans les pays émergents et en développement a été marquée par un ralentissement lié à l'essoufflement de l'activité en Chine, à la baisse des prix de plusieurs produits de base et aux sanctions prises contre la Russie.

En revanche, cette reprise de l'activité mondiale s'est accompagnée d'une augmentation des échanges de biens et services (3,7%). Dans ce contexte, l'expansion de l'économie mondiale devrait atteindre 3,5% en 2015 contre 3,4% en 2014.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des pays avancés s'est confortée au cours du premier trimestre 2015, malgré la décélération de l'économie américaine. Cette progression s'explique par le dynamisme des pays de la zone euro, en l'occurrence de l'Espagne (+0,9%) et de la France (+0,6%). A fin mars, les prévisions indiquent une croissance de 2,4% sur l'année 2015 contre 1,8% en 2014.

Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est contractée de 0,7% au 31 mars 2015 sous l'effet du creusement du déficit commercial, résultant du rebond des importations et de la hausse du dollar.

En revanche, au Japon, après une stagnation en 2014, la croissance trimestrielle a été de 0,6%, en raison de l'augmentation de la consommation et des dépenses d'investissement.

L'économie des pays de la zone euro s'est légèrement améliorée avec un taux de croissance de (+0,4%) sur les trois premiers mois de l'année contre (+0,3%) au quatrième trimestre 2014. Cette évolution découle d'une baisse des prix de l'énergie, de l'alimentation et d'un repli de l'euro.

Principale locomotive de la zone, l'économie allemande a évolué de 0,3%, suite à une faible contribution du commerce extérieur, même si la consommation intérieure prend progressivement le relais. Tiré par la bonne tenue de la consommation des ménages, le PIB de la France a cru de 0,6%. En Italie et Espagne l'activité a augmenté respectivement de 0,3% et 0,9%. A l'opposé, la Grèce est de nouveau en récession avec un PIB en recul de 0,2%. Hors de la zone euro, le PIB de la Grande-Bretagne s'est renforcé de 0,3%, suite à la vigueur du secteur des services.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans leur ensemble, les pays émergents ont enregistré un reflux de leur production intérieure brute en relation avec le tassement de l'activité en Russie et le ralentissement de l'économie chinoise.

En effet, en Russie, le PIB a reculé de 1,9% par rapport à la même période en 2014. Cette situation s'explique par les sanctions économiques de l'Union-Européenne, l'effondrement de la demande intérieure et de l'investissement, ainsi que la chute des cours du pétrole.

Le PIB de la Chine a évolué de 1,5% au 31 mars 2015 contre 1,9% au premier trimestre de l'année précédente. Ce ralentissement est dû à une évolution modeste de la consommation et de l'investissement.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, malgré la baisse importante des cours du pétrole, les estimations annuelles, actualisées au premier trimestre, tablent sur un taux de croissance de 2,9% en 2015 contre 2,6% un an plus tôt.

Quoiqu'en repli, l'économie des pays de l'Afrique subsaharienne a affiché de bons résultats avec un taux de croissance de 4,5%, en lien avec la bonne tenue de la demande extérieure. Le Nigéria, première économie du continent, a enregistré une régression de la croissance du PIB à 4,8% contre 6,3% en 2014, en raison essentiellement de la baisse du prix du baril de pétrole.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER TRIMESTRE 2015

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN MARS 2015

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2015

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Gaz naturel	↗
Manganèse	↗
Or	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↗
<i>Elevage</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↘
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↘
Industries du bois	
<i>Sciage</i>	↗
<i>Placage</i>	↘
<i>Contreplaqué</i>	↘
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↘

<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

II.2.LE PETROLE

A fin mars 2015, la production de pétrole brut a atteint 2,8 millions de tonnes, soit une hausse de 9,1% par rapport aux réalisations du premier trimestre 2014 (2,6 millions de tonnes). Cette embellie est liée essentiellement aux bonnes performances de Shell (+39%), Perenco (+8%), Addax (+6%) et Vaalco (+14%), suite aux travaux visant l'amélioration des rendements réalisés l'année précédente.

Parallèlement, le volume cumulé des exportations a évolué de 26,1% sur la période sous-revue, s'établissant à 2,7 millions de tonnes, grâce à la fermeté de la demande en provenance de l'Europe (triplement des quantités). Cependant, l'Asie reste toujours la principale destination des bruts gabonais (47%), suivie de l'Europe (33%) et de l'Amérique latine et Caraïbes (15%).

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de tonnes)	2,607	2,846	9,1%
Exportations (en millions de tonnes)	2,111	2,662	26,1%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	108,22	53,97	-50,1%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	106,14	49,68	-53,2%
Taux de change (\$US/FCFA)	478,936	582,706	21,7%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

L'abondance de l'offre mondiale du fait du pétrole de schiste américain couplée à la faiblesse de la demande a pesé sur les cours du pétrole sur le marché international au cours du premier trimestre. Ainsi, le prix moyen du baril de Brent a chuté de 50,1% à 53,97 dollars. De même, le prix moyen des bruts gabonais s'est situé à 49,68 dollars le baril, en régression de 53,2%.

A l'inverse, la dépréciation de l'Euro face au dollar a entraîné une hausse de 21,7% du taux de change moyen du dollar par rapport au FCFA, soit 582,706 FCFA pour un dollar.

II.3.LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE

Au terme des trois premiers mois de l'année 2015, le gaz naturel produit par trois opérateurs (Total Gabon, Shell Gabon et Perenco) et commercialisé sur le territoire national a atteint 123 043 m³, soit une augmentation de 13,4% par rapport à la même période de l'année précédente, attribuable aux résultats de Perenco (+19,5%).

Evolution de l'activité de production du gaz naturel commercialisé

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production commercialisée (milliers de m ³)	108 464	123 043	13,4%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,1466	0,1239	-15,5%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Toutefois, le prix moyen du gaz sur le marché national a enregistré un recul de 15,5% à 0,1239 USD/m³, en liaison avec la baisse des prix du pétrole.

II.4. LES MINES

II.4.1. le manganèse

Au cours du premier trimestre 2015, l'industrie sidérurgique internationale s'est caractérisée par une conjoncture défavorable, marquée par un repli de 1,8% de la production mondiale d'acier au carbone et une contraction de 1,7% de la production chinoise d'acier. Dans ce contexte, les ventes de minerai de manganèse gabonais sont en recul de 8,9% en glissement annuel.

Cependant, suite aux travaux de maintenance réalisés en 2014 et à la bonne tenue de la mine de Ndjolé, la production nationale de minerai de manganèse et d'agglomérés a progressé de 18,2% pour s'établir à 946 627 tonnes.

Sur le plan financier, les ventes de minerai et d'agglomérés de manganèse ont généré un chiffre d'affaires de 77,8 milliards de FCFA, soit une légère baisse de 0,9%.

Evolution de l'activité minière

(en tonnes)	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	801 130	946 627	18,2%
Exportations	888 659	811 781	-8,7%
Ventes	885 256	806 373	-8,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	78 497	77 773	-0,9%

Source : Comilog, CICMHZ

II.4.2. l'or

Au premier trimestre 2015, la production de l'or s'est élevée à 340,61kg, soit une augmentation de 31% comparativement à la même période en 2014 (259,566 kg), pour une valeur moyenne de 8,879 milliards de FCFA. Cette croissance est consécutive aux investissements réalisés en 2014 tant sur le site d'exploitation qu'au niveau de l'usine de transformation.

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Le caoutchouc naturel

L'activité a affiché des résultats mitigés à fin mars 2015. En effet, la production de granulé s'est appréciée de 24,2% pour atteindre 4 204 tonnes, suite aux travaux de réhabilitation de l'usine et l'utilisation des stocks de l'année précédente. A l'inverse, la récolte de caoutchouc humide en fonds de tasse s'est repliée de 19,2% à 5 118 tonnes.

Sur le plan financier, malgré la hausse des exportations de 25,2%, le chiffre d'affaires a régressé de 4,1% pour se situer à 3,3 milliards de FCFA, en raison de la détérioration des cours de caoutchouc sur le marché international.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	6 330,5	5 117,7	-19,2%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	3 383,8	4 203,5	24,2%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	3 327,5	4 166,7	25,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 466,7	3 323,3	-4,1%
Effectifs	180,0	182,0	1,1%
Masse salariale	306,9	318,9	3,9%

Source : SIAT

II.5.2.L'élevage

Au cours du premier trimestre 2015, le ranch de SIAT Gabon a enregistré une baisse de 5% de son cheptel évalué à 4 756 bêtes. Cette évolution s'explique par la diminution du nombre de naissance durant la période. Par contre, la fermeté de la demande sur le marché a soutenu les ventes de viande de 2%, soit 20 tonnes, générant un chiffre d'affaires de 113 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Effectif du cheptel	5 004	4 756	-5,0%
Vente de viande (en kg)	19 721	20 098	1,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	100	113	13,2%
Effectif	25	19	-24,0%
Masse salariale	31	32	4,7%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. la production meunière et avicole

L'activité meunière et avicole a affiché des résultats globalement négatifs à fin mars 2015. En effet, hormis la production des œufs qui a connu une progression de 12,9% pour s'établir à 10,7 millions d'unités, les autres produits élaborés par la société ont vu leur production régresser, notamment la farine (-4%), les issues (-0,5%) et les aliments pour bétail (-4,8%). Ces baisses sont imputables au problème d'approvisionnement en blé. Le chiffre d'affaires s'est ainsi replié de 3,3% pour se situer à 7,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Farine (en tonnes)	17 480	16 788	-4,0%
Issues (en tonnes)	4 794	4 771	-0,5%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 900	6 572	-4,8%
Œufs (en milliers d'unités)	9 475	10 699	12,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	8 175	7 905	-3,3%
Effectifs	258	216	-16,3%
Masse salariale	828	767	-7,4%

Source : Smag

II.6.2 Les huiles et corps gras

La filière des huiles et produits gras a enregistré des contre-performances industrielles au terme des trois premiers mois de 2015. En effet, sur le plan agronomique, la production de l'huile rouge brute a augmenté de 12,4%. A contrario, celles de l'oléine et des savons ont diminué respectivement de 21,5% et 39,3%. Ces baisses s'expliquent par les difficultés d'écoulement sur le marché local en raison de la concurrence exercée par les produits importés. Toutefois, le chiffre d'affaires est en hausse de 7,5% et s'est situé à plus de 2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	2 206,2	2 479,2	12,4%
Huile raffinée	1 883,1	1 479,3	-21,4%
Savons	677,1	411,2	-39,3%
Ventes (en tonnes)	2 302,4	1 939,0	-15,8%
Huile raffinée	1 453,0	1 220,6	-16,0%
Savons	849,4	718,4	-15,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 871,7	2 012,7	7,5%
Effectifs	189	175	-7,4%
Masse salariale	296,6	268,6	-9,5%

Source : SIAT

II.6.3 Le sucre

L'activité sucrière a enregistré des résultats mitigés à fin mars 2015. Ainsi, le volume de sucre transformé a régressé de 5,4% pour se situer à 4 681 tonnes, sous l'effet de la baisse du sucre en morceaux (-2,3%) et des autres qualités (-8,8%). Ces résultats sont imputables à la grève observée par le personnel durant cette période. Cependant, le chiffre d'affaires s'est accru de 13,8% pour se situer à plus de 5 milliards de FCFA à fin mars 2015.

Evolution de l'activité sucrière

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Total du sucre transformé (en tonnes)	4 946	4 681	-5,4%
Sucre (en morceaux)	2 611	2 551	-2,3%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	2 335	2 130	-8,8%
Ventes (en tonnes)	8 191	7 861	-4,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 422	5 034	13,8%
Effectifs	402	402	0,0%
Masse salariale	611	937	53,4%

Source : Sucaf

II.6.4. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a été marquée par un retrait d'activité à fin mars 2015. Ainsi, la production consolidée a connu un fléchissement 15%, soit 660 339 hectolitres, imputable à la baisse de la production des bières et boissons gazeuses. Le comportement de la demande locale explique ces tendances. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 2,7%, se situant à 37,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en hectolitres)	776 556	660 339	-15,0%
Bières	441 597	368 932	-16,5%
Boissons gazeuses	315 074	271 514	-13,8%
Vins	6 512	8 017	23,1%
Divers	13 374	11 877	-11,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	38 849	37 806	-2,7%
Effectifs	974	963	-1,1%
Masse salariale	2 862	3 194	11,6%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.5L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie 156 299 hectolitres à fin mars 2015, soit une augmentation de 29,2%. Parallèlement, le chiffre d'affaires a progressé de 23,5% à 3,3 milliards de FCFA, en raison de la fermeté de la demande locale.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production d'eau (en hectolitres)	120 991	156 299	29,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 672	3 301	23,5%
Effectifs	47	52	10,6%
Masse salariale	118	162	38,2%

Source : Soboléco

II.6.6Le tabac

Suite aux difficultés d'approvisionnement en scaferlati, l'activité de la Sociga s'est réduite à la production de cigarettes pour approvisionner le marché local. Celle-ci a atteint un volume de 2,7 millions de paquets de cigarettes, soit une légère hausse de 0,6% par rapport à fin mars 2014. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a régressé de 29,6%, pour un montant de 589,1 millions de FCFA, en raison de l'arrêt de ses exportations vers les pays de la sous-région.

La fermeture de l'unité de saucissonnage du tabac-feuilles et la mise en veilleuse de celle de scaferlati suite aux problèmes d'approvisionnement ont entraîné la réduction des effectifs de 62,5% à 27 agents, pour une masse salariale de 168,3 millions de FCFA.

Evolution de l'activité du tabac

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Cigarettes (milliers de paquets)	2 721,8	2 737,3	0,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	837,0	589,1	-29,6%
Effectifs	72	27	-62,5%
Masse salariale	222,2	168,3	-24,3%

Source : Sociga

II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS

Au cours des trois premiers mois de l'année 2015, les industries de transformation du bois ont enregistré des contre-performances industrielles et commerciales. En effet, sur le plan industriel, la production a régressé de 1,7% pour se situer à 138 123 m³, en raison des difficultés d'approvisionnement des usines en grumes et des problèmes techniques rencontrés par certains opérateurs.

Parallèlement, les exportations ont connu la même tendance baissière (-2,9%) pour s'établir à 113 383 m³, du fait de la faiblesse des commandes extérieures. Cependant, les ventes locales ont progressé de 15,5% pour atteindre 9 133 m³.

II.7.1Le sciage

Le segment sciage a été marqué par une amélioration de l'activité au cours des trois premiers mois de 2015, avec une hausse de la production de 1,6% à 89 126m³. De même, les ventes locales ont augmenté de 8,6%. A l'inverse, les exportations ont baissé de 2,4% pour se situer à 76 543 m³, suite à la contraction de la demande des principaux clients extérieurs.

Evolution de l'activité de sciage

(en m ³)	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	87 710,0	89 126,0	1,6%
Ventes locales	5 873,0	6 381,0	8,6%
Exportations	78 390,0	76 543,0	-2,4%

Sources: DICB, Corawood, Sitrab, Hua-Jia, Bso, Somivab, Ifeg, Super Bois, Tbni, Bsg, Rfm, Ceb, Tib, Sngb, Rougier, Safor, Tali Bois, Egb, Cbg, Foreex, Bordamur, Peng Xin, Ibng, Egg, Mont Pele Bois

II.7.2Le déroulage

- *Le placage*

Le segment placage a enregistré une baisse de l'activité au cours du premier trimestre de 2015, en raison des difficultés d'approvisionnement des usines en grumes et de l'arrêt de certaines unités pour la maintenance des équipements. Ainsi, la production s'est repliée de 0,9% pour s'établir à 35 458m³. Au cours de la même période, les exportations ont régressé de 3,7% à 26 107 m³, en liaison avec l'atonie du marché européen.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	35 771,0	35 458,0	-0,9%
Exportations	27 115,0	26 107,0	-3,7%

Sources: DICB, Pogab, ThebaultTransbois, Rimbunan, Cema, Sngb, Corawood, Tgi

- **Le contreplaqué**

L'activité de fabrication de contreplaqué a enregistré des résultats mitigés à fin mars 2015. En effet, la production est passée à 13 539 m³, soit une chute de 20,2%, attribuable aux difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs. De même, les exportations se sont contractées de 4,9%, en raison de la conjoncture défavorable du marché européen.

En revanche, les ventes locales ont fortement progressé (+35,4%) pour atteindre 2 752 m³, suite à la fermeté de la consommation des ménages et des sociétés de construction des bâtiments.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	16 971,0	13 539,0	-20,2%
Ventes locales	2 033,0	2 752,0	35,4%
Exportations	11 283,0	10 733,0	-4,9%

Sources : Cora Wood, Rougier, Sheng Yang

II.8.LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- **Les peintures**

L'activité de fabrication de peintures a été morose au cours de la période sous revue, en raison de la faiblesse des commandes des principaux clients, notamment les BTP. Ainsi, la production s'est établie à 934,6 tonnes à fin mars 2015, soit une chute d'environ 23%. Du fait de la mévente des produits, le chiffre d'affaires a baissé de près de 11%.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en tonnes)	1 212,5	934,5	-22,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 606,9	2 323,5	-10,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	202,5	206,6	2,0%
Effectifs (en nombre)	82	81	-1,2%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- **Les lubrifiants**

Le ralentissement de la fabrication de lubrifiants enregistré en 2014 s'est poursuivi au premier trimestre 2015, sous l'effet de la faiblesse de la demande et de la forte concurrence des vendeurs indépendants. Ainsi, la production s'est établie à 620 tonnes, soit une baisse de 36%

par rapport à fin mars 2014. De même, les emballages ont chuté de 72% pour un volume de 15 006 unités.

Cependant, le chiffre d'affaires a connu une amélioration de 6,1% pour se situer à 1,4 milliard de FCFA, en raison du relèvement des prix. La réduction des effectifs de 9,1% a induit une hausse de la masse salariale de 21,8%, du fait du paiement des droits de licenciement.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	963	620	-35,7%
Emballages (en unités)	53 549	15 006	-72,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 311	1 391	6,1%
Effectifs (nombre d'agents)	44	40	-9,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	116	141	21,8%

Source : PIZOLUB

- *Les gaz industriels*

La production globale des gaz industriels a diminué de 33,4% pour se situer à 77 300 m³ au terme des trois premiers mois de 2015, sous l'effet de la forte contraction des commandes de l'azote liquide par les secteurs pétrolier et parapétrolier.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en m ³)	116 000	77 300	-33,4%
Oxygène	47 400	62 600	32,1%
Azote gazeux	1 900	3 800	100,0%
Azote liquide	59 700	4 300	-92,8%
Acétylène	7 000	6 600	-5,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	735	929	26,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	218	175	-19,7%
Effectifs (nombre d'agents)	69	67	-2,9%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

Cependant, la bonne tenue de l'oxygène et de l'azote gazeux a induit une hausse de 26,4% à 929 millions de FCFA du chiffre d'affaires. L'exploitation de la société a nécessité 67 agents permanents pour une masse salariale de 175 millions de FCFA, soit une baisse respective de 2,9% et 19,7%.

II.8.2 Les matériaux de construction

A fin mars 2015, l'activité de la cimenterie s'est améliorée, suite à la restructuration de l'entreprise en 2014 avec la réhabilitation de l'usine d'Owendo et l'arrêt de l'usine de production de clinker de Ntoum au profit des importations. Ainsi, la production de ciment a progressé de 12,3% pour atteindre 44 517 tonnes. Les ventes ont augmenté de 1,2% à 41 273 tonnes sur les trois premiers mois de l'année.

En revanche, en dépit de l'augmentation de la production et des ventes de ciment, le chiffre d'affaires global a baissé de 8,2% à 3,7 milliards de FCFA, en raison de la contraction des ventes de granulats de 45%.

La masse salariale a chuté de 53,5% suite à la réduction des effectifs de 28,8%, en raison des départs négociés dans le cadre de la restructuration de l'entreprise sus-évoquée.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production de ciment (en tonnes)	39 639	44 517	12,3%
Ventes de ciment (en tonnes)	40 802	41 273	1,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 063	3 730	-8,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 090	507	-53,5%
Effectifs (agents permanents)	191	136	-28,8%

Source : CIM-GABON

II.8.3 La seconde transformation des métaux

Au cours des trois premiers mois de 2015, la transformation de l'aluminium en tôles s'est caractérisée par une activité atone. Ainsi, la production des tôles a régressé de 21,5% pour se situer à 565 tonnes, exacerbée par la contraction des commandes et la concurrence des produits importés.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé a régressé de 5,6% à 2 milliards de FCFA, en raison de la faiblesse des commandes de la chaudronnerie, du chantier naval et de la charpente métallique.

La seconde transformation des métaux

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en tonnes)	719,3	565,0	-21,5%
Tôles minces	302,1	230,4	-23,7%
Tôles épaisses	417,2	334,5	-19,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 150,8	2 030,5	-5,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	270,0	219,3	-18,8%
Effectifs (en nombre d'agents)	144	126	-12,5%

Sources : SOTRALGA, SOGI

Les effectifs établis à 126 employés permanents sont en diminution de 12,5%, du fait de la baisse d'activité. En conséquence, la masse salariale évaluée à 219,3 millions de FCFA a reculé de 18,8%.

II.9.LE RAFFINAGE

Au premier trimestre 2015, la raffinerie a enregistré un tassement de son activité tant sur le plan industriel que commercial. En effet, la grève du personnel en début d'année conjuguée à des arrêts temporaires de production pour la maintenance de l'outil de production a entraîné une chute de 48,3% du brut traité, soit un volume de 113 475 tonnes métriques contre 219 348 tonnes métrique au cours de la même période en 2014.

Parallèlement, sur le plan commercial, à l'exception du butane, les autres produits pétroliers raffinés ont enregistré des baisses des volumes vendus sur le marché local et extérieur. Suivant cette tendance, le chiffre d'affaires a chuté de 67,7%, se situant à 43,7 milliards de FCFA contre 135,4 milliards l'an dernier.

Evolution de l'activité de raffinage

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
TOTAL DU BRUT TRAITE	219 348	113 475	-48,3%
Compte propre (tonnes métriques)	219 348	113 475	-48,3%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	9 101	10 555	16,0%
Super (m ³)	26 031	11 906	-54,3%
Super export (m ³)	9 718	0	-100,0%
Pétrole lampant (m ³)	10 095	5 102	-49,5%
Turbine fuel 1 (m ³)	17 363	9 856	-43,2%
Gasoil moteur (m ³)	171 623	96 994	-43,5%
Résidu atmosphérique export (tm)	111 615	11 127	-90,0%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	135 406	43 690	-67,7%
Chiffre d'affaires intérieur	96 175	42 170	-56,2%
Chiffre d'affaires export	39 231	1 520	-96,1%

Source : Sogara

II.10.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

Les performances enregistrées par le secteur de l'énergie ont été induites par les travaux de modernisation et de renforcement de l'outil de production.

II.10.1. L'électricité

La production nette d'électricité a augmenté de 9,1% à 612,4 millions de KWh, suite aux travaux de renforcement des capacités et au redémarrage des groupes de Kingué (SEEG), confortés par l'offre additionnelle des centrales d'Alenakiri et du Grand Poubara.

Corrélativement, les volumes des ventes se sont accrus de 5,5% à 449,4 millions de KWh, favorisés par la demande croissante en moyenne tension, en raison de la mise en service de l'usine de C2M. Cependant, le chiffre d'affaires a baissé de 0,5%, suite à la diminution du tarif moyen du KWh moyenne tension.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production nette (en GWh)	561,5	612,4	9,1%
Production nette SEEG	463,5	490,8	5,9%
Autres (Telemenia, Grand Poubara)	98,0	121,6	24,1%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	425,9	449,4	5,5%
Volumes facturés MT hors cession	156,7	178,3	13,8%
Volumes facturés BT hors cession	269,2	271,1	0,7%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	40 562,9	40 342,4	-0,5%
CA MT hors cession	12 426,6	12 204,1	-1,8%
CA BT hors cession	28 136,3	28 138,2	0,0%

Source : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2. L'eau

La production d'eau potable a enregistré une progression de 19,3%, en raison des nouveaux forages et de l'amélioration des réseaux de distribution. Parallèlement, les ventes hors cession et le chiffre d'affaires généré ont affiché des hausses respectives de 14,9% et 16,2%, induites par la fermeté de la demande des clients industriels et des ménages.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production nette	22 554,3	26 914,0	19,3%
Ventes hors cession	15 856,5	18 225,9	14,9%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 732,1	6 659,1	16,2%

Source: SEEG

II.11.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

L'activité du secteur BTP s'est caractérisée par un tassement au cours du premier trimestre 2015. Ainsi, la production vendue s'est chiffrée à 52,1 milliards de FCFA contre 58,2 milliards en 2014, soit une régression de 10,5%, attribuable aux contre-performances du segment bâtiment et génie civil. Celles-ci se justifient principalement par la faiblesse des commandes publiques d'envergure, conjuguée au ralentissement ou à l'arrêt de certains travaux en cours.

A contrario, la ligne « eau, électricité et téléphone » a enregistré une hausse de 6,9%, soutenue par les travaux de déplacement des réseaux électriques et de remplacement des conduites d'eau sur la route nationale.

Dans ce contexte, les effectifs ont baissé de 3,4%, entraînant une diminution de la masse salariale de 0,7% à 6,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des BTP

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de FCFA), dont :	58 245	52 145	-10,5%
Bâtiment et Génie civil	40 000	32 645	-18,4%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	18 245	19 500	6,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	6 950	6 900	-0,7%
Effectifs (nombre d'agents)	4 950	4 780	-3,4%

Source: Colas Gabon, Seteg, Sogafric Services, Sogacer, Faco Construction, SocobaEdtpl, Bouygues Energies et Services

II.12.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1. Le transport aérien

Les trois premiers mois de l'année 2015 se sont soldés par une baisse de l'activité du transport aérien, au regard de l'évolution négative des principaux indicateurs de cette branche. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 3%.

Parallèlement, le nombre de passagers transportés a atteint 216 349 à fin mars 2015, soit un repli de 6,6%, imputable à la baisse du trafic international. De même, le volume de fret a régressé de 9% à 4 212 tonnes.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Mouvements Avions Commerciaux	5 462	5 299	-3,0%
- Réseau domestique	2 760	2 593	-6,1%
- Réseau international	2 702	2 706	0,1%
Passagers	231 747	216 349	-6,6%
- Réseau domestique	66 550	67 236	1,0%
- Réseau international	143 106	121 829	-14,9%
- Transit	22 091	27 284	23,5%
Volume du fret (en tonnes)	4 630	4 212	-9,0%
- Réseau domestique	518	342	-33,9%
- Réseau international	4 112	3 870	-5,9%

Source: ADL

II.12.2. Le transport ferroviaire

A fin mars 2015, le transport ferroviaire a connu globalement une forte progression de son activité marchandise sous l'effet de la bonne tenue des mines. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rail au cours de cette période a augmenté considérablement (+27,9%) pour atteindre 1 106 119 tonnes.

A l'inverse, le nombre de passagers a fléchi de 4,4% et s'est établi à 37 540 personnes au premier trimestre de 2015. Cette contre-performance résulte de la concurrence des transporteurs terrestres et ce, malgré une meilleure régularité des trains.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de passagers	39 257	37 540	-4,4%
Volume global des marchandises (en T)	864 891	1 106 119	27,9%
Grumes	80 942	68 252	-15,7%
Bois débités	7 320	6 126	-16,3%
Manganèse	703 076	953 806	35,7%
Clinker	3 004	0	-100,0%
Produits pétroliers	15 049	14 243	-5,4%
Autres marchandises	55 500	63 692	14,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	9 530	10 403	9,2%

Source: SETRAG

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires a progressé de 9,2% pour s'établir à 10,4 milliards de FCFA contre 9,5 milliards au 31 mars 2014.

II.13. LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des télécommunications s'est caractérisée par des résultats globalement satisfaisants, soutenus par la vigueur de la téléphonie mobile. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a augmenté de 17,2%, résultant de la diversité des produits à haute valeur offerts par les opérateurs. Parallèlement, le nombre d'abonnés au téléphone filaire et à l'internet ont progressé respectivement de 2,9% et 14,8%, suite aux offres Duo combinant ligne fixe et accès internet et à la technologie 3G/4G.

Evolution du nombre des abonnés

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre d'abonnées au mobile (milliers)	1 989,3	2 330,8	17,2%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	19,4	20,0	2,9%
Nombre d'abonnées à l'Internet GSM (milliers)	228,1	261,8	14,8%
Nombre d'abonnées à l'Internet haut débit (milliers)	10,4	10,7	2,5%

Source : Gabon-Télécom, Airtel Gabon, Moov Gabon, Azur, Boutique Satellite (Canal+), SAT-CON et TNT Gabon.

II.14.LE COMMERCE

II.14.1. Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires généré par le commerce général structuré s'est élevé à 95,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2015, soit un repli de 3,2% comparativement à la même période l'année antérieure. Cette évolution est imputable à la faiblesse de la demande liée à la baisse d'activité observée dans le secondaire et les autres branches du tertiaire.

Evolution du commerce général structuré

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	99,02	95,84	-3,2%

Source : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé-Gabon, SAN, Mbolo, Bernabe Gabon, Bati Plus

II.14.2. Le commerce des véhicules neufs

- **Véhicules utilitaires**

A fin mars 2015, les ventes de véhicules utilitaires ont reculé de 18,4%, soit 1 052 unités contre 1 290 unités au premier trimestre 2014, du fait de la faiblesse des commandes des principaux clients (Etat et sociétés privées) et du recours à la location des véhicules par les sociétés.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de véhicules vendus	1 290	1 052	-18,4%

Source : URAI

- **Véhicules industriels**

Le chiffre d'affaires généré par le commerce des véhicules industriels a chuté de 29,6% au premier trimestre 2015 pour s'établir à près de 5,4 milliards de FCFA. Cette régression s'explique par la contraction des commandes des secteurs BTP et forestiers, principaux clients de cette branche.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	7,63	5,37	-29,6%

Source : Tractafric Equipement

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

Les ventes cumulées de produits pétroliers ont atteint 170 052 tonnes métriques, soit un repli de 12,5% par rapport au premier trimestre 2014. Cette atonie provient de la baisse de consommation du gasoil, de supercarburant et de kérosène, en liaison avec la morosité dans

les BTP et le transport aérien, ainsi que les pénuries de carburants observées en début d'année suite à la grève de l'ONEP.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Volumes vendus (en tonnes métriques)	194 407	170 052	-12,5%
<i>dont Gasoil</i>	<i>144 347</i>	<i>122 010</i>	<i>-15,5%</i>
<i>Supercarburant</i>	<i>20 267</i>	<i>18 713</i>	<i>-7,7%</i>
<i>Kérosène</i>	<i>11 517</i>	<i>10 872</i>	<i>-5,6%</i>

Source: GPP

II.14.4 .Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques s'est chiffré à 15,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 contre 15,5 milliards de FCFA un an plutôt, soit un repli de 1%, imputable à la faiblesse de la demande.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,48	15,32	-1,0%

Source : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15.LES SERVICES

II.15.1. Les services rendus aux entreprises

A fin mars 2015, l'activité des services rendus aux entreprises a reculé de 11,8% pour un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de FCFA, en raison de la contraction de la demande en conseil management et expertise.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 168	12 495	-11,8%

Sources: Clean Africa, Deloitte, Ernst & Young, PriceWaterHouseCoopers, Tax&Legal, PriceWaterHouseCoopers, Bureau Veritas Gabon, Gabon Propre Service, Société Gabonaise de Services, CFAO Technologies Gabon, GesparcGie, General Business Machines, F.E.A.G.

II.15.2. Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers a connu une quasi-stabilité du chiffre d'affaires, sous l'effet de la bonne tenue des maisons de jeux (suite au renouvellement des machines de jeux) et des services médicaux.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 090	7 112	0,3%

Source: PMUG, SGJI, SGCL, Franstel Services Plus, CasepGa, GaboSep, Médical Optique, Cabinet de Groupe des médecins, El Rapha.

II.15.3. Les services immobiliers

L'activité des services immobiliers est demeurée soutenue, avec une augmentation de 7,4% du chiffre d'affaires, pour un montant de 1,7 milliard de FCFA. Cette évolution a été favorisée par la fermeté des transactions locatives, l'augmentation du stock immobilier sur le marché et la hausse des prix des loyers.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 578	1 695	7,4%

Sources: SNI, Alliance, Agence Immobilière de Libreville, Agences N°1, AICI

II.15.4. Les services de réparation mécanique

L'activité des services de mécanique générale a enregistré un fléchissement de 15,5%, dû principalement à la contraction des commandes de pièces détachées et la concurrence du secteur informel.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 490	2 104	-15,5%

Source: Ecig, Big, Gabon Sprint Auto

II.16.L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

L'activité du secteur hôtellerie, restauration et tourisme a été morose au 31 mars 2015, en raison du ralentissement du flux touristique occasionné en partie par l'arrêt de nombreux chantiers, le report de certains travaux d'exploration pétrolière et de la grève des universités. Ainsi, le nombre de clients ayant séjourné dans les grands hôtels a baissé de 20,1%, induisant une perte de 10,8 points au taux d'occupation des chambres qui s'est situé à 51,07 %.

En conséquence, le chiffre d'affaires a connu un déclin de 31,9%, exacerbé par la diminution du prix moyen de la nuitée (-31,1%) et les contre-performances de la restauration collective induites par les grèves.

Evolution de l'activité hôtelière

	Premier trimestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	19 337	13 177	-31,9%
Chambres occupées (en nombre)	30 509	24 388	-20,1%
Taux d'occupation (en %)	61,9	51,07	-10,83 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	166 890	115 055	-31,1%

Sources : Okoumé palace, Rê-ndama, Mandji, Sodexo, MDO services, GSS Gabon

II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 La situation du bilan

Au 31 mars 2015, le total agrégé des bilans des banques s'est établi à 2 382 milliards de FCFA, en recul de 8,3% en variation annuelle. Cette situation s'explique par un affaiblissement des ressources collectées et des crédits octroyés.

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

Les ressources collectées du secteur bancaire ont enregistré une baisse de 8,3% sur la période sous revue. Les ressources à vue sont en retrait de 17,2% à 1 206 milliards de FCFA, en liaison avec la chute des dépôts publics de 45,6%. Elles ont représenté 58,2% du total des dépôts collectés contre 64,5% une année plus tôt.

Les ressources à terme constituées pour l'essentiel des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) ont progressé de 2,2% à 730 milliards de FCFA contre 714,6, milliards de FCFA une année plus tôt. Ils ont représenté 35,3% du total des dépôts.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2015	Var 2015/2014
Comptes à vue	1 173 355	1 455 858	1 206 069	-17,2%
Compte à terme	718 546	694 861	709 821	2,2%
Comptes de dépôts à régime spécial	17 239	19 782	20 315	2,7%
Autres comptes	81 388	79 426	126 954	59,8%
Dettes rattachées	8 646	8 593	7 382	-14,1%
TOTAL DES DEPOTS	1 999 174	2 258 520	2 070 541	-8,3%

Sources : COBAC, Banques et DGEPEF

Les dépôts publics ont régressé de près de la moitié pour se situer à 239 milliards de FCFA contre 439 milliards de FCFA en mars 2014, soit une chute de 45,6%. Cette baisse est fortement corrélée à la mauvaise conjoncture internationale marquée par un prix du baril faible comparé à son niveau du premier trimestre 2014.

Les dépôts des entreprises publiques ont suivi la même tendance baissière pour se chiffrer à 51 milliards de FCFA contre 55 milliards de FCFA, soit une diminution de 8,3%.

Les dépôts du secteur privé non financier ont représenté 77,7 % du total des dépôts effectués sur la période considérée. Ils se sont établis à 1 609 milliards de FCFA, en repli de 1,8% comparé à mars 2014. Les difficultés de trésorerie des entreprises privées, liées au non respect par l'Etat des échéances de paiement des marchés publics, ont conduit ces dernières à recourir à leur épargne.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2015	2015/2014
Dépôts publics	128 528	438 922	238746	-45,6%
Dépôts des entreprises publiques	94 469	55 588	50962	-8,3%
Dépôts privés	1 646 648	1 639 166	1 608961	-1,8%
dépôts des non résidents	39 492	36 852	37537	1,9%
dépôts non ventilés	90 034	88 019	134336	52,6%
TOTAL DES DEPOTS	1 999 174	2 258 547	2 070542	-8,3%

Sources : COBAC, Banques et DGEPP/

II.17.3. Les crédits distribués

Au 31 mars 2015, le volume des crédits bruts distribués est en régression de 3,2% par rapport au niveau atteint à la même période de l'année 2014. Ils se sont globalement chiffrés à 1709 milliards de FCFA contre 1765 milliards de FCFA en mars 2014.

L'incertitude née de la faiblesse du cours du baril de pétrole a eu pour incidence la mise en veille des projets d'investissements privés. En conséquence, les crédits accordés au secteur productif ont fléchi de 2,4%, à 1 190 milliards contre 1 218 milliards une année plus tôt. Ils ont représenté 69,6% du total des crédits contre 69% en 2014.

De même, les crédits octroyés aux entreprises publiques ont chuté de 49,7% à 52 milliards de FCFA (soit 3% du total des crédits distribués) contre 102 milliards FCFA douze mois plus tôt.

En revanche, les besoins de couverture des dépenses publiques ont conduit l'Etat à solliciter le concours du secteur bancaire, entraînant ainsi une augmentation de 21,2% des crédits à l'Etat.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2014	2015/2014
Crédits à l'Etat	351 465	341 834	414135	21,2%
crédits aux entreprises publiques	58 397	102 544	51596	-49,7%
Crédits au secteur privé	1 119 201	1 218 269	1 189630	-2,4%
Crédits au non résidents	45 042	72 601	39642	-45,4%
Autres créances	16 041	30 081	13757	-54,3%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 590146	1 765 329	1 708760	-3,2%

Sources : COBAC, Banques et DGEPP/ * Estimations DGEPP

II.18.LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

La croissance du secteur de la microfinance s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2015, avec une orientation à la hausse de la majorité des indicateurs d'activité.

II.18.1.La configuration du secteur

Au 31 mars 2015, le secteur de la microfinance a été animé par 10 EMF (contre 9 en mars 2014) repartis comme suit : 3 EMF de première catégorie et 7 de deuxième catégorie. En effet, cet environnement a été modifié en décembre 2014 avec l'agrément accordé par l'Autorité Monétaire à l'EMF de première catégorie Société Crédit Parent (SOCREPA).

II.18.2.La couverture géographique et la clientèle des EMF

Le nombre d'agences et points de vente a connu un raffermissement de 11,3% en mars 2015, en raison de l'extension des activités du secteur. Les activités sont majoritairement concentrées à Libreville (40 agences), Port gentil (4), Franceville (4) et Oyem (3).

Evolution des usagers et des effectifs

	mars 2014	mars 2015	variation
usagers	92 817	106 861	15,1%
effectifs	404	451	11,6%

Source : EMF/Cellule Microfinance

Grâce aux efforts d'élargissement de la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires des services des EMF a augmenté de 15,1%, pour s'établir à 106 861 usagers contre 92 817 à fin mars 2014. Les effectifs employés par le secteur ont progressé de 11,6% pour atteindre 451 salariés à fin mars 2015.

II.18.3.Les Capitaux propres et intermédiation financière

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

	mars 2014	mars 2015	variation
Fonds propres	5,3	5,06	-4,5 %
Encours de dépôts	31,8	34,51	8,5 %
Encours de crédits	22	22,86	3,9%

Source : EMF/Cellule Microfinance

Les fonds propres

Les fonds propres des EMF ont diminué de 4,5% à 5,06 milliards de FCFA au 31 mars 2015, suite à la dégradation de la situation financière de certains EMF de deuxième catégorie.

Les activités d'intermédiation financière

Les activités d'intermédiation financière montrent une tendance haussière. En effet, les dépôts collectés au 31 mars 2015 se sont élevés à 34,51 milliards de FCFA en progression de 8,5% par rapport à mars 2014. Cette performance est consécutive à la reprise des campagnes d'incitation à l'épargne par les EMF.

Les crédits à la clientèle, constitués sous forme de concours de trésorerie, se sont chiffrés à 22,86 milliards de FCFA en hausse de 3,9% par rapport à mars 2014.

Les types de crédits proposés sont: le crédit de consommation ou social, le crédit immobilier, le crédit PME/PMI, le crédit destiné au financement des Activités Génératrices de Revenus et le crédit artisanal.

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

Le secteur des assurances a été marqué par un tassement de son activité au premier trimestre 2015 avec un chiffre d'affaires consolidé de 35,1 milliards de FCFA contre 40,2 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une baisse de 12,7%.

Cette situation résulte principalement de la perte d'importants contrats souscrits par l'Etat et les entreprises, mais aussi de la stricte application de l'article 13 du code CIMA interdisant la souscription des contrats d'assurance à crédit.

Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance

en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Var %	Répartition du C.A par branche %
	T1-14	T1-15*	T1-15/T1-14	T1-15
Branches				
Non vie	35,2	30,6	-13,1	87
Vie	5,0	4,5	-10,0	13
Total	40,2	35,1	-12,7	100

Source : Compagnies d'assurances ; 1^{er} trimestre 2015* = estimations

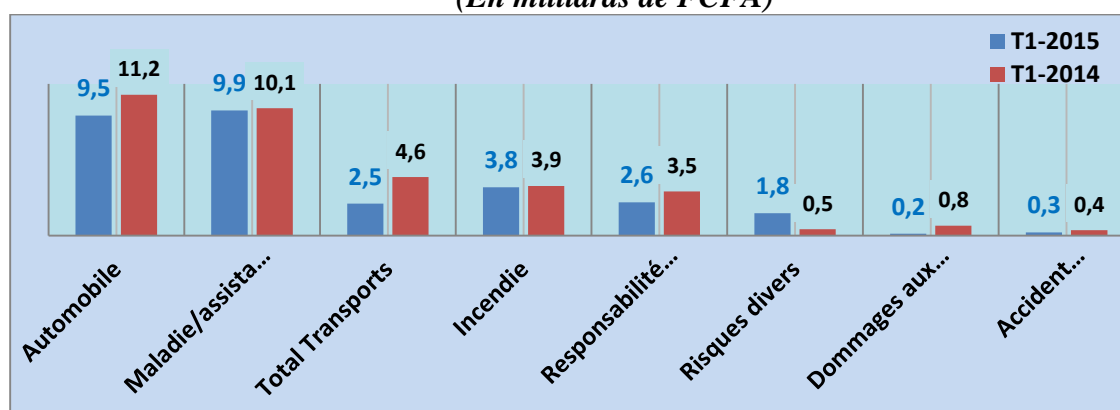
II.19.1. La Branche Non Vie

Elle comprend les segments Transports (aérien, maritime et autres transports), Incendie, Automobile, Responsabilité Civile, Dommage aux biens, Accident individuel, Maladie-assistance, Assurance crédit, crédit caution, Assistance aux automobilistes, Assistance aux voyageurs, Multirisques habitation, Crédit-caution et Risques divers.

Le total des primes collectées, soit 87% du chiffre d'affaires du secteur, s'est situé à 30,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 contre 35,2 milliards à la même période un an plus tôt. Cette évolution est due à la faiblesse du volume de nouveaux contrats dans les segments « Automobile » (-15% à 9,5 milliards), « Maladie » (-1% à 10 milliards) et « Incendie » (-3% à 3,8 milliards).

Cependant, les segments « Automobile », « Maladie-assistance » et « Incendie » demeurent les moteurs du secteur, en dépit de leur faible progression.

**Evolution des cotisations par segment aux premiers trimestres 2014 et 2015
(En milliards de FCFA)**

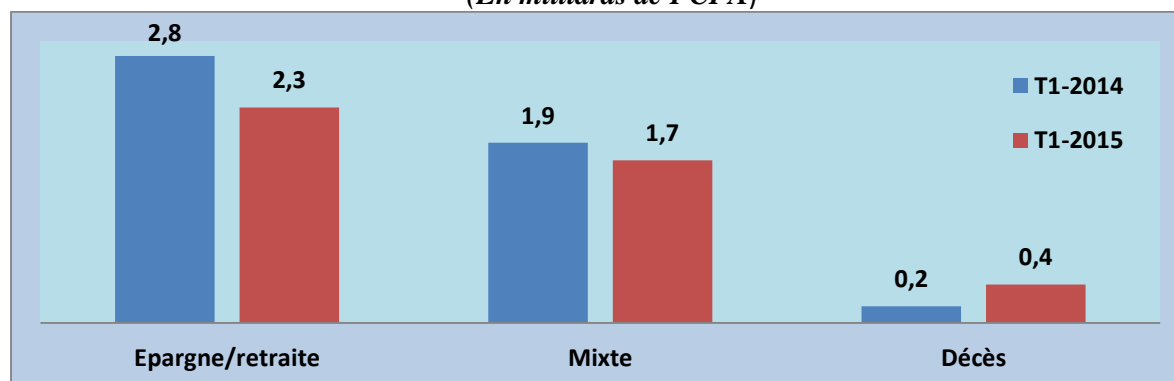


II.19.2. La Branche Vie

Elle regroupe les segments Epargne/retraite, Mixte et Décès, qui ont représenté 13% du total des souscriptions. Au premier trimestre 2015, les primes d'assurance vie ont fléchi de 10% à 4,5 milliards de FCFA contre 5 milliards à la même période en 2014. Cette évolution est liée à la faible activité enregistrée dans les segments Epargne/retraite et Mixte qui ont baissé respectivement de 17,9% à 2,3 milliards et 10,5% à 1,7 milliard.

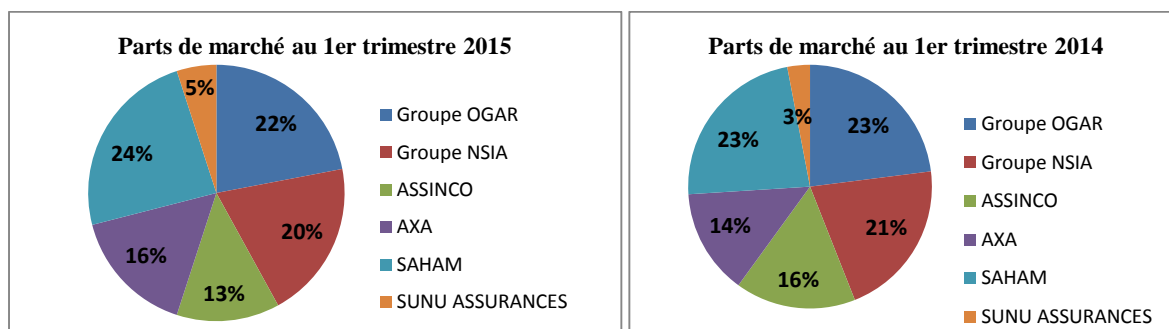
En revanche, le segment Décès a enregistré de meilleures performances avec un chiffre d'affaires de 400 millions de FCFA à fin mars 2015 contre 200 millions FCFA au 31 mars 2014.

**Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 1^{ers} Trimestres 2014 et 2015
(En milliards de FCFA)**



La Répartition des parts de marché par compagnie

L'essentiel des primes provient de la branche non Vie qui représente la principale activité des compagnies d'assurance, avec 87% des parts de marché contre 13% à la branche Vie. Deux grandes compagnies sont leaders sur le marché avec des parts respectives de 24% et 22% de l'encours des primes d'assurance souscrites.



II.19.3. les Sinistres réglés

Les compagnies d'assurances ont payé au titre des indemnités de sinistres, un montant global de 7 milliards de FCFA à fin mars 2015 contre 8,6 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 18,6%.

En assurance Non vie, le coût du paiement des sinistres a diminué de 1,7% pour se situer à 5,7 milliards de FCFA contre 5,8 milliards de FCFA en mars 2014. Dans le même temps, en assurance Vie, la valeur des sinistres payés s'est chiffrée à 1,3 milliard de FCFA au premier trimestre 2015 contre 2,8 milliards au premier trimestre 2014, soit une chute de 53,6%.

Les Commissions Versées

Les commissions versées aux intermédiaires ont atteint 4,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 après 5 milliards au premier trimestre 2014, soit un repli de 16%.

Les Placements

Au premier trimestre 2015, les placements des compagnies d'assurances se sont élevés à 85,4 milliards de FCFA contre 104,1 milliards à la même période un an auparavant. Ils se sont contractés de 18%, en liaison avec la faiblesse du volume des affaires.

La politique d'investissement des compagnies d'assurance est de saisir les opportunités qui se présentent aussi bien au niveau local que régional, notamment au sein de la zone CIMA. Ainsi, les placements réalisés au Gabon sont estimés à 74,1% du total des placements des sociétés d'assurance. Ceux de la zone Cima ont été évalués à 25,4% et le reste étant faits hors zone CIMA, soit 0,5%.

Répartition de l'encours des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs

en milliards de FCFA	ETAT DES PLACEMENTS		Var %	Parts de marché %
	T1-14	T1-15	T1-15 / T1-14	T-15
Assurance Non-Vie et Vie	82,369	63,288	-23,2%	74,1%
Placements au Gabon				
.Immobiliers	15,969	18,938		
.Financiers	66,4	44,350		
Placements dans la zone CIMA	20,877	21,739	4,1%	25,4%
.Immobiliers	0,000	0,000		
.Financiers	20,877	21,739		
Placements hors zone CIMA	0,900	0,414	-54,0%	0,5%
.Immobiliers	0,000	0,000		
.Financiers	0,900	0,414		
TOTAL	104,146	85,441	-18,0%	100%

Tableau récapitulatif de l'activité des compagnies d'assurance

en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Variation	Répartition du C.A. par branche (%)	Sinistres réglés		Variation
	T1-14	T1-15	%	T1-15	T1-14	T1-15	%
Branches							
Non Vie	35,2	30,6	-13,1	87	5,7	5,8	1,7
Vie	5,0	4,5	-10,0	13	2,8	1,3	53,6
Total	40,2	35,1	-12,7	100	8,6	7,0	18,6

Source : les compagnies d'assurance

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2015

III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au premier trimestre 2015, le niveau général des prix a baissé puisque le taux d'inflation est passé de +6,2% (premier trimestre 2014) à -0,2%. En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation a enregistré une baisse de 1,6%.

Au cours de cette période, on observe un ralentissement, voir une baisse des prix au niveau des postes «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles», «Boissons alcoolisées et tabac», «Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison», «Transports» et «Santé».

La stagnation des prix des produits alimentaires masque toutefois des hausses importantes de prix de certains produits de cette fonction, notamment les pains et céréales (+2,7%), les viandes (+7,3%) et le lait, fromage et œufs (+2,1%).

Evolution des prix à la consommation

Regroupements	Pond	Janvier -Mars				Glissement (%)
		2014	2015	Moyenne (%)		
				2014	2015	
INDICE GLOBAL	10000	128.0	127.8	6.2	-0.2	-1.6
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	137.1	137.1	4.5	0.0	-2.8
Pains et céréales	673	123.8	127.1	0.4	2.7	0.2
Viandes	720	125.7	134.9	2.5	7.3	8.2
Poissons et fruits de mer	446	184.7	178.6	13.9	-3.3	-19.7
Lait, fromage et œufs	243	120.8	123.3	0.7	2.1	-0.6
Huiles et graisses	183	141.7	122.3	4.6	-13.7	-12.0
Légumes et tubercules	534	158.0	148.6	13.2	-5.9	1.3
Boissons alcoolisées et tabac	185	119.9	116.9	3.1	-2.6	0.8
Articles d'habillement et chaussures	794	110.6	130.7	6.5	18.2	19.3
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	140.6	131.3	9.7	-6.6	-8.6
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	119.4	116.2	16.6	-2.7	-2.6
Santé	357	123.5	103.1	1.0	-16.5	-18.5
Transports	990	127.2	127.7	7.2	0.3	0.2
Communications	355	101.0	111.8	-4.0	10.7	10.7
Loisirs et cultures	503	107.3	116.9	7.1	9.0	8.1
Enseignement	170	116.0	106.6	15.2	-8.1	-8.1
Restaurants et hôtels	466	121.6	123.7	-0.6	1.7	0.3
Biens et services divers	275	98.7	107.1	1.5	8.5	8.6

Source : DGS

III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES

Au premier trimestre 2015, les effectifs du secteur public ont poursuivi leur tendance haussière. Cette augmentation est davantage prononcée sur la main d'œuvre non permanente, notamment celle de Libreville.

III.2.1.L'emploi dans le secteur public

A fin mars 2015, la fonction publique a employé 87 378 agents contre 84 083 la même période un an plus tôt, soit une hausse de 3,9%. Cette variation est consécutive au recrutement du personnel dans les administrations économiques (13,5%) et de l'éducation (6,7%).

Par ailleurs, les effectifs de la main d'œuvre non permanente (MONP) ont augmenté de 7,1%, passant de 14 002 agents à 14 966 agents au premier trimestre 2015. Cette variation s'explique par l'augmentation de 11,9% des effectifs de la MONP de Libreville. Les effectifs des collectivités locales ont stagné (+0,2%) en raison d'une maîtrise des recrutements.

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	2014	2015	2014/2015
Fonction publique	84 083	87 378	3,9%
Collectivités locales	5760	5773	0,2%
MONP	14002	14996	7,1%
Libreville	5 390	6 033	11,9%
Intérieur	8 612	8 963	4,1%
Total	105 840	108 147	2,2%

Source : DGB

En somme, les effectifs du secteur public ont enregistré une croissance de 2,2% par rapport à la même période en 2014. Les agents de l'Administration Centrale ont représenté 81%, suivi de la main d'œuvre non permanente (14%) et des collectivités locales (5%).

III.2.2 La répartition de l'emploi public à fin mars 2015

La hausse de l'emploi dans l'administration publique a été, essentiellement, le fait de recrutements dans l'Administration Economique (13,5%) et dans l'Education (6,7%).

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Département	Premier trimestre		Var 15/14
	2 014	2 015	
POUVOIRS PUBLICS	24 660	25 066	1,6%
ADM.GENERALE	11 465	11 688	1,9%
ADM. ECONOMIQUE	7 052	8 006	13,5%
ADM. DU DEVELOPPEMENT	4 042	4 088	1,1%
ADM. DES TRANSPORTS	1 294	1 299	0,4%
ADM. DE L'EDUCATION	23 546	25 122	6,7%
ADM. SOCIALES	11 873	11 913	0,3%
Autres	151	196	29,8%
TOTAL	84 083	87 378	3,9%

Source : DGB

III.2.3.Les salaires

La masse salariale du secteur public exécutée à fin mars 2015 a baissé de 3,7% par rapport à celle du premier trimestre 2014, soit une diminution de 5,0 milliards de FCFA. Cette tendance s'explique notamment par un repli substantiel de la masse salariale de la main d'œuvre non permanente (-39,9%) sur la période, en dépit de la hausse de la solde permanente (+1,7%).

Evolution de la masse salariale au premier trimestre 2015

Regroupements (chiffres en milliards)	Variation (janvier- mars)				var 2015/2014
	2012	2013	2014	2015	
Recette hors pétrole	284,5	311,8	337,1		
Traitements et salaires	116,5	129,4	136,5	131,5	-3,7%
Solde permanente	102,8	113,6	118,9	120,9	1,7%
MONP	13,7	15,8	17,6	10,6	-39,9%
Ratio: T et S / R hors pétrole ≤ 35	41	41,5	40,5		

Source : DGBFIP, trésor

S'agissant de la main d'œuvre non permanente, la masse salariale s'est élevée à 10,6 milliards en mars 2015 soit une diminution de 7,0 milliards comparativement à la même période de l'année 2014.

En ce qui concerne de la solde permanente, la masse salariale exécutée est passée de 118,9 milliards en mars 2014 pour atteindre 120,9 milliards pour la même période en 2015. Deux principales raisons expliquent cette évolution : les glissements catégoriels, d'une part, la régularisation des situations administratives des agents de l'éducation nationale et des administrations publiques, d'autre part. Aussi, de 2012 à 2014, le ratio traitements et salaires sur les recettes hors pétrole est supérieur à la norme communautaire, soit 35%. Au premier trimestre 2015, des perspectives d'amélioration de ce ratio sont perceptibles à travers le rythme d'augmentation des recettes hors pétrole et la diminution des traitements et salaires.

Répartition de la masse salariale par administration

Au premier trimestre 2015, plusieurs administrations ont enregistré une augmentation de leur masse salariale. Il s'agit notamment des administrations des pouvoirs publics (+3,6%) et de l'administration générale (+3,3%). Cependant, les administrations de développement et sociales ont connu respectivement une baisse de 0,8% et 0,6% de la masse salariale. Ces progressions sont liées à l'évolution des effectifs au sein de ces administrations.

Evolution de la solde permanente par département

(en milliards de FCFA)	Premier trimestre		Var 15/14
Département	2 014	2 015	
POUVOIRS PUBLICS	35,1	36,4	3,6%
ADM.GENERALE	15,5	16,0	3,3%
ADM. ECONOMIQUE	10,0	10,0	0,2%
ADM. DU DEVELOPPEMENT	5,7	5,7	-0,8%
ADM. DES TRANSPORTS	1,7	1,7	1,1%
ADM. DE L'EDUCATION	33,8	34,2	0,9%
ADM. SOCIALES	16,9	16,8	-0,6%
AUTRES	0,1	0,1	26,6%
TOTAL	118,9	120,9	1,7%

Source: DGBFIP

III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR

A fin mars 2015, l'analyse des flux commerciaux entre le Gabon et le reste du monde présente un solde positif de 386,5 milliards de FCFA. Cet excédent commercial a, cependant, connu une diminution de 35,8% par rapport à 2014, en raison de la baisse des exportations et l'augmentation des importations.

Evolution du commerce extérieur

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids	Var15/14
	2013	2014	2015		
Exportation FOB	1 136,8	1 043,5	892,3	-8,2%	-14,5%
Importation CAF	414,9	441,7	505,8	6,4%	14,5%
Solde commercial	721,9	601,9	386,5	-16,6%	-35,8%
Taux de couverture	274,0%	236,3%	176,4%	-13,8%	-25,3%

Source : DGDDI

III 3.1. L'évolution des exportations en valeur

Les exportations ont baissé de 14,5% par rapport au premier trimestre 2014 pour se situer à 892,3 milliards de FCFA. Cette évolution est justifiée par le recul des ventes de pétrole brut (-18,0%) et des produits dérivés (-82,7%), en dépit d'une amélioration de l'activité dans les secteurs forestier et minier. Le pétrole brut, représentant 80,4% des exportations totales en valeur à fin mars 2015, reste le principal produit exporté au Gabon.

Evolution des exportations en valeur à fin mars

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids	Var15/14
	2013	2014	2015		
Pétrole brut	958,1	874,8	717,5	80,4%	-18,0%
Produits dérivés du pétrole	8,4	92,3	16	1,8%	-82,7%
Manganèse	17,6	14,3	20,2	2,3%	40,9%
Bois sciés et ouvrages	38,8	42,2	53,6	6,0%	27,0%
Caoutchoucs naturels	8,2	4,2	3	0,3%	-28,6%
Tabacs	2	0,1	0,2	0,0%	142,6%
Ciments	0,7	0,4	0,8	0,1%	133,1%
Poissons et produits de la pêche	0,2	0,5	0,1	0,0%	-79,3%
Bières	0,1	0,1	0	0,0%	-67,5%
Huile de palme	-	-	0	0,0%	-
Cacao en fèves et brisures, bruts	-	0	-	-	-
Autres	102,7	14,6	80,9	9,1%	-
Exportation totales	1 136,8	1 043,5	892,3	100,0%	-14,5%

Source : DGDDI

Par ailleurs, l'industrie du bois et des mines ont amélioré leur performance en portant les ventes de bois sciés et ouvrages à 53,6 milliards de FCFA contre 42,2 milliards de FCFA en 2014 et du manganèse à 20,2 milliards de FCFA contre 14,3 milliards de FCFA en 2014. En effet, la progression observée dans l'industrie du bois traduit les effets positifs de la mesure gouvernementale interdisant l'exportation de grumes.

III.3.2 L'évolution des importations en valeur

Les importations ont progressé de 14,5%, passant de 441,7 milliards de FCFA à fin mars 2014 à 505,8 milliards de FCFA à fin mars 2015, suite à un relèvement des commandes des biens destinés à l'investissement (+50,6%). Au cours de la même période, les achats de biens de consommation finale et intermédiaire ont enregistré respectivement une baisse de 3,9% et de 6,3%.

Evolution des importations en valeur à fin mars

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Poids	Var15/14
	2013	2014	2015		
Consommation finale	111,1	117,0	112,4	22,2%	-3,9%
<i>dont produits alimentaires</i>	73,1	78,9	72,4	14,3%	-8,1%
<i>et boissons</i>	5,2	5,3	4,4	0,9%	-17,2%
Investissements	203,7	156,9	236,2	46,7%	50,6%
Consommation intermédiaire	100,2	167,8	157,3	31,1%	-6,3%
<i>dont Energie</i>	8,3	76,2	66,6	13,2%	-12,6%
Importations totales	414,9	441,7	505,8	100,0%	14,5%

Source : DGDDI

L'accroissement de la demande des biens d'investissement découle, en grande partie, du relèvement des commandes des machines et appareils mécaniques et ceux destinés à la navigation fluviale, lesquels ont représenté 60,2% des importations destinés à l'investissement et 46,7% des importations totales.

Initialement établi à 167,8 milliards de FCFA à fin mars 2014, le montant consacré à l'achat des biens de consommation intermédiaire a diminué de 6,3% en raison, principalement, de la réduction des importations des produits pétroliers (-12,6%).

III.4.LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique traitée est constituée de l'ensemble des engagements financiers des administrations publiques (Administration Publique Centrale, Administration Publique Locale, Administration de Sécurité Sociale). Les données de la dette publique utilisées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par l'Etat dont la maturité est d'au moins une année.

III.4.1 l'évolution du règlement de la dette

Le règlement de la dette publique au premier trimestre 2015 s'est établi à 43,5 milliards de FCFA (dont 1,8 milliard d'arriérés sur la dette extérieure de l'année 2014). Par rapport à la même période une année plus tôt, ce règlement est en baisse de 60,3% suite au repli conjoint du paiement de la dette extérieure et intérieure.

Le règlement de la dette extérieure a été consacré pour 46,5% au paiement de la dette envers le marché financier, pour 31,7% à celui des créanciers multilatéraux et le solde aux crédits commerciaux. Par rapport à la même période l'année précédente, le service de la dette extérieure a baissé de 46,7% du fait principalement de la réduction du règlement de la dette commerciale.

Le paiement de la dette intérieure a concerné, exclusivement, le règlement de la dette diverse. Comparativement à la même période en 2014, le règlement de la dette intérieure a diminué de 77,4% pour s'établir à 11,0 milliards de FCFA.

Evolution du règlement de la dette publique

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)
	2014	2015	
Dette extérieure	61,0	32,5	-46,7
Multilatérale	10,6	10,3	-2,9
Bilatérale	12,5	-	-
Commerciale	37,9	7,1	-81,3
Marchés financiers		15,1	-
Dette intérieure	48,7	11,0	-77,4
Bancaire	4,7	-	-
Divers intérieur	0,0	11,0	-
Marché financier régional	44,0	-	-
Total	109,7	43,5	-60,3

Source : Direction Générale de la Dette

III.4.2 L'évolution des arriérés

Les arriérés cumulés sur la dette publique à fin mars 2015 se sont élevés à 83,3 milliards de FCFA. Ils ont enregistré une forte hausse par rapport à leur niveau au premier trimestre 2014. Cette évolution est due, essentiellement, à l'accumulation des retards de paiement aux créanciers extérieurs.

Evolution des arriérés

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)
	2014	2015	
Dette extérieure	6,7	70,4	-
Multilatérale	0,0	0,5	-
Bilatérale	0,2	15,5	-
Commerciale	6,5	54,4	-
Dette intérieure	12,6	12,9	2,2
Bancaire	-	-	-
Divers	1,5	2,4	61,9
Moratoire	11,1	10,5	-5,8
Total	19,3	83,3	-

Source : Direction Générale de la Dette

III.4.3 L'évolution des tirages sur financements

Au terme des trois premiers mois de l'année 2015, l'Etat gabonais n'a bénéficié que des décaissements sur emprunts extérieurs. Ces décaissements se sont établis à 18,6 milliards de FCFA, enregistrant une baisse de 55,6% par rapport à leur niveau au premier trimestre en

2014. Cette diminution provient du repli conjoint des tirages multilatéraux et bilatéraux, malgré l'accroissement des décaissements commerciaux.

Evolution des tirages sur financements extérieurs

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)
	2014	2015	
Multilatéraux	14,7	0,3	-98,0
BAD	14,7	-	-
BIRD	-	0,2	-
FIDA	-	0,1	-
Bilatéraux	26,5	6,7	-74,7
<i>Club de Paris</i>	4,4	0,7	-84,0
France	4,4	0,7	-84,0
<i>Non Club de Paris</i>	22,1	6,0	-72,9
Koweït	0,3	-	-
Chine	21,8	6,0	-72,5
Commerciaux	0,7	11,6	-
Autriche	-	9,6	-
Espagne	-	2,0	-
France	0,7	-	-
Total	41,9	18,6	-55,6

Source : Direction Générale de la Dette

Les tirages auprès des bailleurs de fonds multilatéraux n'ont représenté que 1,6% de l'enveloppe trimestrielle. Ils proviennent de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Ces décaissements ont servi, respectivement, au financement des Projets « Dorsale de Communication » et « Développement Agricole Rural ».

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds bilatéraux ont représenté 36,0% du total des tirages. Ils ont été mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement (AFD), pour le financement des projets « Développement Agricole », « Assainissement de Port-Gentil » et « Reconstruction du Pont d'Oloumi », et de Eximbank of China pour le financement des projets « Transport Energie Electrique » et « Route Pog/Omboué/Boué ».

Les tirages effectués auprès des bailleurs de fonds commerciaux ont représenté 62,4% du montant global. Ces décaissements sont en augmentation par rapport à ceux réalisés au premier trimestre 2014. Ils ont été mobilisés auprès de Unicredit et la Deutsche Bank, respectivement pour les projets « CHU Mère-Enfant » et « Axe Routier PK12-Bifoun ».

III.4.4 l'évolution du stock de la dette publique

Le stock de la dette publique du Gabon a augmenté de 25,4% au premier trimestre de l'année 2015, comparativement à la même période l'année précédente. Ce stock a atteint 2 828,9 milliards de FCFA contre 2 256,1 milliards de FCFA à la même période en 2014. Cette

évolution est imputable à la hausse de la dette extérieure, en dépit de la baisse constatée au niveau de la dette intérieure.

La dette extérieure a cru de 29,1% suite au renforcement de l'ensemble des engagements. Ce renforcement se justifie principalement par l'appréciation du dollar américain (+21,7%).

La dette intérieure, quant à elle, a diminué de 8,3% du fait essentiellement de la baisse du stock de la dette bancaire et du moratoire.

Ainsi, la structure du portefeuille de la dette publique est de 92,7% de dette extérieure et 7,3% de dette intérieure contre respectivement 90,0% et 10,0% au premier trimestre de l'année 2014.

Evolution du stock de la dette publique

(En milliards de FCFA)	Premier Trimestre		Variations (%)
	2014	2015	
Dette extérieure	2031,1	2622,5	29,1
Multilatérale	267,9	353,7	32,0
Bilatérale	480,0	633,0	31,9
Commerciale	463,7	611,9	32,0
Marchés financiers	819,5	1023,9	24,9
Dette intérieure	225,0	206,4	-8,3
Bancaire	72,0	44,5	-38,2
Divers	14,5	13,9	-4,0
Moratoire	113,1	85,4	-24,5
Marchés financiers	25,5	62,6	145,5
Total	2256,1	2828,9	25,4

Source : Direction Générale de la Dette

III.5 LE BUDGET DE L'ETAT AU PREMIER TRIMESTRE 2015

III.5.1 les recettes

Le budget en recette s'est établi à 432,7 milliards de FCFA. Les recettes budgétaires nettes, diminuées des remboursements des crédits de TVA, ont été de 324,0 milliards de FCFA par rapport à leur niveau constaté au 31 mars 2014.

Nature	Premier trimestre			Ecart en %
	2014	2015	Ecart	
Pétrole	423,5	124,0	-299,6	-71%
Hors pétrole	309,8	285,3	-24,6	-8 %
Total recettes budgétaires	733,3	409,3	-324,0	-44%

Source : DGBFIP

La baisse des recettes budgétaires au premier trimestre 2015 a été plus prononcée sur les recettes pétrolières. En effet, les recettes pétrolières ont chuté de 299,6 milliards pour s'établir à 124 milliards de FCFA au premier trimestre 2015. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse de 53,2% du prix du baril de pétrole malgré la hausse de 21,7% du taux de change et de 26,1% des exportations en volume.

III.5.2 les dépenses

Au premier trimestre 2015, le budget de l'Etat a été exécuté à hauteur de 237,9 milliards de FCFA base engagements et 230,8 milliards de FCFA en ordonnances visées, soit un taux de 9,9% base ordonnances visées. Ces dépenses enregistrées portent sur le fonctionnement et autres dépenses, hors charges de la dette et hors investissement.

Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées globalement à 1.536,1 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2015, les dépenses de fonctionnement ont été ordonnancées à hauteur de 230,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 15%. Par composante, les dépenses de personnel (la solde permanente, les présalaires, la main d'œuvre non permanente, les capitaux décès et autres indemnités servies aux agents publics) ont été exécutées à 161,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2015, soit un taux de 22% par rapport à la dotation de la loi de finances rectificative 2015.

Pour les biens et services, sur une dotation de 379,7 milliards, les ordonnances visées se sont élevées à 37,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 9,9%. Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 31,4 milliards de FCFA, soit 7,4% des prévisions de la loi de finances rectificative. Les autres dépenses (les plans sociaux, les dépenses de restructuration d'entreprises, etc.) ont été exécutées à hauteur de 108,3 millions de francs CFA sur une prévision de 10 milliards de FCFA au premier trimestre 2015, soit 1,1% de la dotation de 2015.

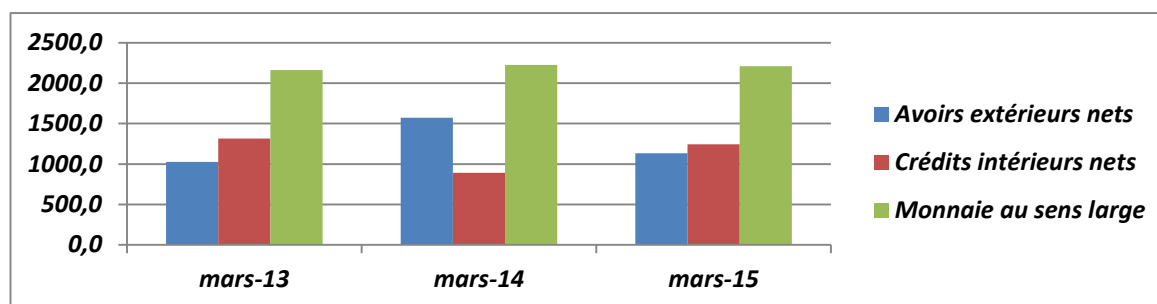
Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement n'ont pas été exécutées au cours du premier trimestre 2015. Elles le seront, conformément au plafond autorisé par le Parlement, dans la loi de finances rectificative pour l'année 2015.

III.6 LA SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2015, l'analyse de la situation monétaire large montre un léger recul de la masse monétaire (-0,6%), une forte baisse des avoirs extérieurs nets (-27,9%) et un important renforcement du crédit intérieur (+39,3%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.6.1 les principaux agrégats monétaires

La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a reculé de 0,6% à 2 211,1 milliards de FCFA en relation avec la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-27,9%). L'analyse de ses composantes révèle que la circulation fiduciaire et les dépôts ont enregistré des baisses respectives de 0,4% et 0,6%.

La quasi-monnaie a fléchi de 0,4% à 789,6 milliards de FCFA en mars 2015, en raison de la diminution de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises pour couvrir leur besoin de fonds de roulement.

Les ressources extra-monétaires

Elles ont régressé de 30,8% à 166,1 milliards de FCFA en mars 2015, suite à la dégradation des Autres Postes Nets qui sont passés de -97,4 milliards à -188,5 milliards de FCFA sur la période sous revue.

III.6.2.les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont enregistré un repli de 3,6% à 2 376 milliards de FCFA, sous l'effet de la dépréciation substantielle des avoirs extérieurs nets (-27,9%).

Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets ont chuté de 27,9% à 1 134 milliards de FCFA à fin mars 2015, corrélativement à la baisse conjuguée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-18,3% à 1051 milliards de FCFA) et des banques primaires (-71% à 83 milliards de FCFA). Au niveau de la Banque Centrale, la dépréciation des réserves officielles nettes est imputable à la dégradation du solde du Compte d'opération (-38,7% à 355,1 milliards de FCFA à fin mars 2015). En effet, la volatilité des cours du baril de pétrole sur la période d'analyse a eu pour incidence la baisse des recettes d'exportations par rapport à leur niveau de fin mars 2014, obérant ainsi le compte d'opérations.

En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 2 points pour s'établir à 87,7% à fin mars 2015.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

Trimestre	janv-14	fév-14	mars-14	janv-15	fév-15	mars-15	var 03-15/03-14
Avoirs extérieurs nets	1610,4	1554,2	1572,9	1288,1	1183,7	1134,0	-27,9%
Banque centrale	1401,3	1365,8	1286,3	1212,0	1171,0	1051,0	-18,3%
Banques commerciales	209,1	188,4	286,6	76,1	12,7	83,0	-71,0%

Source : BEAC

Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est renforcé de 39,3% à 1 242 milliards de FCFA à fin mars 2015. Cette situation est attribuable à la forte hausse des créances nettes sur l'Etat alors que les crédits à l'économie ont baissé.

Evolution du crédit intérieur

Trimestre	janv-14	fév-14	mars-14	janv-15	fév-15	mars-15	var mar15/mars14
	(en milliards de FCFA)						
Crédits intérieurs nets	847,2	926,5	891,8	1193,1	1234,7	1242,0	39,3%
Créances nettes sur l'Etat	-590,1	-491,4	-521,0	-179,1	-96,2	-78,2	-
Créances sur l'économie	1437,3	1417,9	1412,8	1372,2	1330,9	1320,2	-6,6%

Source : BEAC

Les créances sur l'économie

Elles ont régressé de 6,6% à 1 320,2 milliards de FCFA à fin mars 2015, en liaison avec le repli des crédits consentis au secteur privé non financier (-2,3%). Les incertitudes liées au contexte économique marqué par un prix du baril de pétrole faible ont occasionné la mise en veille des investissements privés, notamment dans le parapétrolier. A cela, il faut ajouter le retard enregistré dans la mise en exécution du budget de l'Etat, occasionnant un attentisme des opérateurs économiques.

L'analyse par terme a révélé une forte absorption des crédits à court terme (52,5%) et dans une moindre mesure des crédits à moyen terme (45,1%).

Les créances nettes sur l'Etat

Au premier trimestre 2015, la situation nette créditrice de l'Etat s'est chiffrée à -78,2 milliards contre -521 milliards de FCFA à fin mars 2014. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée, passant de -322,6 milliards à fin mars 2014 à -19,4 milliards de FCFA à fin mars 2015.

III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la BEAC a reposé sur la baisse du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), la reconduction de l'objectif de refinancement, la stabilité des taux directeurs et la politique des réserves obligatoires.

III.7.1 l'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire a été caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

III.7.2 la politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 25 mars 2015 a décidé de fixer les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	5,75%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	3,25%

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0,60%
Placements à 28 jours	0,60%+1/16 de point
Placements à 84 jours	0,60%+2/16 de point

III.7.3 la politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits comme suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

CONCLUSION

L'évolution de la conjoncture économique au cours du premier trimestre de l'année 2015 montre une situation très mitigée, en raison du retard enregistré dans la mise en place du budget 2015, suite à la mise en chantier d'une loi de finances rectificative.

Dans ce contexte, de nombreux secteurs comme les BTP et le commerce ont vu leurs carnets de commande au plus bas et sont restés dans l'attente de l'exécution du budget de l'Etat. Le début d'exécution de 15% du budget n'a pas suffi pour donner assez de production au secteur du commerce auquel profite généralement les dépenses de biens et services.

Il convient de craindre le maintien de ce climat d'attentisme car si le contexte actuel se confirme à la fin du second trimestre, il y aurait lieu d'envisager une révision des prévisions de croissance au titre de l'année 2015.

Tableau 1 : PIB ressources en volume

	HISTORIQUE		
	2013	2014	2015
PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)			
Secteur primaire	975,4	991,8	963,9
Agriculture, Elevage, Pêche	202,9	217,2	236,6
Agriculture	167,7	179,2	195,1
Vivrière	153,5	166,2	182,3
Rente	14,2	13,0	12,8
Chasse et Elevage	17,4	18,0	18,5
Pêche	17,9	20,1	23,0
Exploitation forestière	45,2	54,9	61,7
Pétrole brut	643,1	641,2	584,5
Mines	84,2	78,5	81,0
Secteur secondaire	1 020,0	1 038,3	1 105,4
Industries agro-alimentaires, boissons	96,8	110,8	119,2
Industrie du bois	56,3	72,4	83,4
Autres industries	129,4	128,0	134,1
Raffinage	8,1	7,8	7,7
Electricité, Eau	43,9	49,5	53,9
BTP	334,6	298,4	315,5
Recherche, services pétroliers	351,0	371,4	368,8
Secteur tertiaire	1 546,2	1 642,9	1 751,7
Transports & Communications	403,3	436,9	472,4
Transport	194,0	204,3	217,8
Communications	209,3	232,6	254,6
Services	537,3	562,6	590,9
Commerce	272,7	281,9	295,8
Services bancaires, assurances	332,9	361,5	392,6
Services non marchands	946,7	1 001,7	1 083,0
Education	115,4	129,1	143,1
Santé	58,2	62,8	66,9
Autres services non marchands	773,0	809,8	872,9
PIB au coût des facteurs	4 488,3	4 674,7	4 904,0
DTI et TVA	527,1	557,0	579,2
PIB au coût du marché	5 015,4	5 231,8	5 483,2

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB ressources en volume

	HISTORIQUE		
	2013	2014	2015
PIB: Ressources à prix constant (Croissance annuelle)			
Secteur primaire	-0,7%	1,7%	-2,8%
Agriculture, Elevage, Pêche	4,9%	7,1%	8,9%
Agriculture	4,9%	6,9%	8,9%
Vivrière	5,2%	8,3%	9,7%
Rente	1,7%	-8,7%	-1,5%
Chasse et Elevage	2,5%	3,5%	3,0%
Pêche	7,7%	12,4%	14,5%
Exploitation forestière	2,8%	21,5%	12,5%
Pétrole brut	-5,3%	-0,3%	-8,8%
Mines	27,7%	-6,8%	3,1%
Secteur secondaire	6,2%	1,8%	6,5%
Industries agro-alimentaires, boissons	4,4%	14,5%	7,6%
Industrie du bois	-2,8%	28,5%	15,2%
Autres industries	2,2%	-1,1%	4,8%
Raffinage	-43,5%	-2,9%	-1,5%
Electricité, Eau	5,9%	12,8%	8,9%
BTP	12,7%	-10,8%	5,7%
Recherche, services pétroliers	6,1%	5,8%	-0,7%
Secteur tertiaire	8,8%	6,3%	6,6%
Transports & Communications	10,2%	8,3%	8,1%
Transport	9,8%	5,3%	6,6%
Communications	10,5%	11,1%	9,5%
Services	6,2%	4,7%	5,0%
Commerce	5,0%	3,4%	4,9%
Services bancaires, assurances	14,9%	8,6%	8,6%
Services non marchands	12,7%	-10,8%	5,7%
Education	2,2%	11,8%	10,9%
Santé	-0,3%	7,9%	6,5%
Autres services non marchands	9,0%	4,8%	7,8%
PIB au coût des facteurs	5,7%	4,2%	4,9%
DTI et TVA	4,9%	5,7%	4,0%
PIB au coût du marché	5,6%	4,3%	4,8%

Tableau 3 : Evolution du PIB emploi en volume

	HISTORIQUE		
	2013	2014	2015
PIB: Emplois à prix constant			
(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)			
Pib total	5 015,4	5 231,8	5 483,2
Pib pétrole	643,1	641,2	584,5
Pib hors pétrole	4 372,2	4 590,6	4 898,6
Importations totales	2 654,9	2 555,7	2 578,5
Biens	2 347,7	2 199,7	2 237,0
Consommations	403,4	365,7	375,5
Equipements	1 272,8	992,5	1 012,3
Intermédiaires	671,5	841,5	849,1
Services	307,2	356,1	341,5
Total des ressources	7 670,2	7 787,5	8 061,7
Consommation totale	3 490,7	3 638,0	3 794,6
Ménages	2 318,1	2 446,5	2 599,9
Administrations	1 172,6	1 191,5	1 194,7
Investissement total	2 040,0	2 023,7	2 188,4
Formation brute de capital fixe	2 135,9	2 023,7	2 165,6
Administration	871,7	644,8	634,4
Secteur privé	1 264,2	1 378,9	1 531,1
Pétrole	507,5	493,6	480,3
Hors pétrole	756,7	885,3	1 050,9
Variation des stocks	-95,9	0,0	22,8
Exportations	2 139,6	2 125,9	2 078,6
Biens	2 077,7	2 069,7	2 018,2
Pétrole	1 361,4	1 337,9	1 246,8
Hors pétrole	716,3	731,9	771,5
Rentes	186,4	170,2	167,6
Mines	313,8	294,7	303,0
Bois transformé	216,2	267,0	300,9
Services	61,9	56,2	60,4
Total des emplois	7 670,2	7 787,5	8 061,7

Tableau 4 : Taux de croissance du PIB emplois en volume

	HISTORIQUE		
	2013	2014	2015
PIB: Emplois à prix constant (Croissance annuelle)			
Pib total	5,6%	4,3%	4,8%
Pib pétrole	-5,3%	-0,3%	-8,8%
Pib hors pétrole	7,5%	5,0%	6,7%
Importations totales	2,5%	-3,7%	0,9%
Biens	6,6%	-6,3%	1,7%
Consommations	12,5%	-9,3%	2,7%
Equipements	4,0%	-22,0%	2,0%
Intermédiaires	8,2%	25,3%	0,9%
Services	-20,3%	15,9%	-4,1%
Total des ressources	4,5%	1,5%	3,5%
Consommation totale	9,4%	4,2%	4,3%
Ménages	8,2%	5,5%	6,3%
Administrations	11,8%	1,6%	0,3%
Investissement total	2,1%	-0,8%	8,1%
Formation brute de capital fixe	7,0%	-5,3%	7,0%
Administration	-3,1%	-26,0%	-1,6%
Secteur privé	15,4%	9,1%	11,0%
Pétrole	14,1%	-2,7%	-2,7%
Hors pétrole	16,2%	17,0%	18,7%
Variation des stocks			
Exportations	-0,4%	-0,6%	-2,2%
Biens	-0,4%	-0,4%	-2,5%
Pétrole	-5,1%	-1,7%	-6,8%
Hors pétrole	10,1%	2,2%	5,4%
Rentes	1,7%	-8,7%	-1,5%
Mines	27,0%	-6,1%	2,8%
Bois transformé	-1,8%	23,5%	12,7%
Services	-0,9%	-9,2%	7,6%
Total des emplois	4,5%	1,5%	3,5%

Trimestre	janv-14	févr-14	mars-14	janv-15	févr-15	mars-15
	<i>(en milliards de Fcfa)</i>					
Avoirs extérieurs nets	1610,4	1554,2	1572,9	1288,1	1183,7	1134,0
Banque centrale	1401,3	1365,8	1286,3	1212,0	1171,0	1051,0
Banques commerciales	209,1	188,4	286,6	76,1	12,7	83,0
Avoirs intérieurs nets	787,3	852,8	794,4	1075,0	1044,7	1053,5
Crédits intérieurs nets	847,2	926,5	891,8	1193,1	1234,7	1242,0
Créances nettes sur l'Etat	-590,1	-491,4	-521,0	-179,1	-96,2	-78,2
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-340,2	-286,7	-322,6	-79,7	-33,2	-19,4
Créances nettes sur les organismes publics	-249,9	-204,7	-198,4	-99,4	-63,0	-58,8
Créances sur le reste de l'économie	1437,3	1417,9	1412,8	1372,2	1330,9	1320,2
Autres postes nets	-59,9	-73,7	-97,4	-118,1	-190,0	-188,5
Monnaie au sens large	2187,0	2219,7	2224,5	2253,4	2246,1	2211,1
Circulation fiduciaire	329,8	371,8	364,8	393,1	379,7	363,2
Dépôts	1857,2	1847,9	1859,7	1860,3	1866,4	1847,9
Quasi monnaie	790,5	794,5	793,1	793,7	823,1	789,6
	<i>(variation annuelle en %)</i>					
Monnaie au sens large	<i>0,9%</i>	<i>4,4%</i>	<i>2,9%</i>	<i>3,0%</i>	<i>1,2%</i>	<i>-0,6%</i>
Circulation fiduciaire	<i>21,5%</i>	<i>37,2%</i>	<i>33,0%</i>	<i>19,2%</i>	<i>2,1%</i>	<i>-0,4%</i>
Dépôts	<i>-2,1%</i>	<i>-0,4%</i>	<i>-1,5%</i>	<i>0,2%</i>	<i>1,0%</i>	<i>-0,6%</i>
Avoirs extérieurs nets	<i>38,3%</i>	<i>51,4%</i>	<i>53,2%</i>	<i>-20,0%</i>	<i>-23,8%</i>	<i>-27,9%</i>
Avoirs intérieurs nets	<i>-27,4%</i>	<i>-29,0%</i>	<i>-33,3%</i>	<i>36,5%</i>	<i>22,5%</i>	<i>32,6%</i>
Crédits intérieurs nets	<i>-28,4%</i>	<i>-28,4%</i>	<i>-32,3%</i>	<i>40,8%</i>	<i>33,3%</i>	<i>39,3%</i>
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	-	-	-
Créances sur le reste de l'économie	<i>18,7%</i>	<i>12,8%</i>	<i>10,9%</i>	<i>-4,5%</i>	<i>-6,1%</i>	<i>-6,6%</i>

Source : DGEPPF

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. Durance AVOMO OKE
Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Christian NDO
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Julie-Sandrine NTSAME
Mme ElzyYolene BOUYOU
M. Raphael MBA N'NANG
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA
M. Dorlan ODJAGHA
M. Brice YOUOMO
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Études

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Natacha AMMOURI

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

M. Kevin BOUNGOUNGOU

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

M. LIPOCKO MOMBO